

Economie de marché et capitalisme

On observe une prépondérance absolue du marché, qui apparaît comme une caractéristique de la période contemporaine. En 1989 s'effondre un mode d'organisation économique qui se voulait alternatif à l'économie de marché, à savoir l'économie centralement planifiée. Fukuyama soutient que 1989 est la « *fin de l'histoire* ». Pour certains, il existe une analogie entre économie de marché et capitalisme : ils renvoient tous les deux à un système fondé sur la propriété privée des facteurs de production, sur l'autonomie des facteurs et le rôle central du marché dans la coordination des acteurs. Pour d'autres, il existe des différences significatives entre ces deux termes. Pour Perroux dans *Le capitalisme* en 1951, « *capitalisme est un mot de combat* ». Le capitalisme renverrait à un aspect social (*des conflits, des oppositions*).

I- Le marché, créateur d'ordre et d'efficacité

A) Le modèle smithien

La propension à l'échange marchand est une tendance naturelle de l'esprit humain. S'il y a échange marchand, c'est quelque chose qui ressort spontanément de l'esprit humain, c'est ce qui distinguerait l'homme de l'animal selon Smith qui déclarera « *d'un certain penchant naturel à tous les hommes, qui ne se proposent pas des vues d'utilité aussi étendues : c'est le penchant qui les porte à trafiquer, à faire des trocs et des échanges d'une chose pour une autre* » (*Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776). Il met en évidence un enchaînement logique : la volonté d'échanger entraîne une division du travail puis une répartition optimale des ressources. *La main invisible n'est pas au cœur de la pensée de Smith : il n'en parle qu'une fois et brièvement*. Le principe de l'échange marchand et de la recherche individuel débouche sur une coopération, sur un ordre social, non seulement entre les individus (cf. *Mandeville dans sa Fable des abeilles*), mais aussi entre les nations (le « *doux commerce* » selon *Montesquieu dans L'esprit des lois*). L'hypothèse centrale de Smith est la rationalité des individus. Le marché a une capacité autorégulatrice : Turgot dit que si le marché fonctionne bien, s'il y a cette liberté générale d'acheter et de vendre, alors il y aura des processus d'autorégulation.

B) La théorisation du fonctionnement du marché

Guesnerie parle de marché stylisé : il faut procéder à une stylisation, i.e. faire émerger, par l'analyse, un certain nombre de faits, de mécanismes essentiels permettant de rendre compte du fonctionnement du marché. Dans l'expression équilibre partiel du marché, *partiel* signifie l'étude d'un seul marché en tant qu'il est artificiellement isolé, toute chose égale par ailleurs. Il est donc un lieu de rencontre entre offre et demande. Le résultat de l'analyse est que si on accepte les hypothèses de la CPP, alors la confrontation de l'offre et de la demande détermine un équilibre des quantités échangées et des prix. Cet équilibre est stable, si rien ne vient le perturber. Il est aussi efficace car il permet de maximiser le surplus, on a la situation la plus pertinente et la plus satisfaisante possible pour tous les acteurs. C'est le cœur de la formalisation néoclassique marginaliste. On se pose la question des conséquences de la modification de l'équilibre du marché : on parle d'effet de report,

i.e. les conséquences de la modification de l'équilibre d'un marché sur les autres marchés. Est-il alors concevable que l'ensemble des marchés soit simultanément en équilibre ? Cette question de l'équilibre général a souvent été posée et **Walras** affirme en 1874 que celui-ci est possible. Pour lui, le marché peut être représenté par une équation, l'équilibre général peut alors être représenté par un système de x équations avec autant d'inconnues, il y aura donc une solution. Il faut attendre 1958 pour qu'**Arrow** et **Debreu** démontrent mathématiquement l'existence de l'équilibre : celui-ci est possible et réalisable.

C) Le rôle du marché

Fondamentalement, le marché cherche à répondre à une question existentielle : comment allouer les ressources disponibles compte tenu des besoins exprimés par les individus et des moyens limités dont on dispose ? Les individus veulent tout, et toujours plus, tandis que les ressources sont limitées. La logique sociale supposera l'intervention d'un planificateur omniscient (*i.e. qui sait tout sur les ressources disponibles et les souhaits des individus*) qui permet l'ajustement des disponibilités et des besoins. Il détermine autoritairement et de manière centralisée les besoins prioritaires et oriente les ressources vers ceux-ci. La réponse libérale souligne le rôle déterminant du marché dans ce processus : la répartition se fait de façon décentralisée, individuelle, dans une perspective d'intérêt personnel. Le marché permet l'ajustement entre les ressources disponibles et les besoins. Les prix sont au cœur de cet ajustement. **Le prix est un indicateur de coût et est aussi un indicateur de rareté.** En CPP, le prix de marché correspond au coût marginal de production, lié à la rareté du produit. Le prix permet alors la prise de décision des acteurs à partir d'une information pertinente, et leur coopération. Les époux **Friedman** déclarent dans *La liberté de choix* que « le système des prix permet à des gens de coopérer pacifiquement pendant une phase de leur vie, tout en suivant chacun son chemin pour tout le reste ». Il existe deux conditions pour le bon fonctionnement de ce processus :

- La concurrence est un facteur d'efficacité par la contrainte qu'elle exerce sur le producteur. Ce dernier doit s'aligner sur la solution la plus efficace pour le consommateur. S'il essaie de vendre son produit plus cher que le prix du marché, il ne trouvera aucun acheteur. La concurrence est donc quelque chose qui réduit le profit. Toutefois, il existe de nombreux raisonnements sur la concurrence. Pour **Schumpeter** dans *Capitalisme, socialisme et démocratie* en 1942, l'entrepreneur innove parce qu'il recherche un profit, et grâce à son innovation, il se trouvera en situation de monopole temporaire. La concurrence permet ensuite la diffusion de l'innovation. Ainsi, pour Schumpeter, l'articulation concurrence-dynamisme économique est plus compliquée que pour d'autres économistes. Le monopole est un frein qui permet d'aller parfois plus vite.
- Les droits de propriété renvoient à la responsabilité individuelle pour les gains comme pour les pertes. Ils motivent l'action du producteur (*il gagne s'il réussit*) mais c'est nuancé par un garde-fou (*il perd tout s'il échoue*). Pour **De Soto**, l'économie ne peut pas se développer sans droits de propriété : les commerces

ou les petites entreprises n'existent pas officiellement si le droit de propriété n'est pas reconnu, les gens ne peuvent alors pas emprunter, hypothéquer... Dans Le Mystère du Capital en 2005, De Soto écrit « *les pauvres ne sont pas le problème, ils sont la solution* ». La richesse des plus pauvres dans les pays peu développés constituent un immense « *capital mort* », il n'y a peu voire pas de droits de propriété ce qui bloque leur développement.

La vision autrichienne du fonctionnement du marché conçoit le marché comme un système de coordination des agents, mais surtout comme un processus de traitement des informations qui fait émerger un ordre spontané efficace. Donc, le marché n'est pas ici qu'une simple logique de coordination, mais quelque chose qui permet l'émergence d'un ordre social, ce que Hayek appelle en prenant le terme grec de « *catallaxie* » dans Droit, législation et liberté de 1978. La logique marchande est le résultat de choix individuels, mais également le guide de ceux-ci. Le marché fait émerger les informations, les producteurs s'appuient dessus, s'adaptent, et leurs actions conséquentes influent sur le marché et font donc émerger de nouvelles informations. Le marché n'est pas en équilibre stable : les variations des prix, de la demande, donc les déséquilibres et les compensations permanentes permettent à l'économie d'avancer et aux acteurs de la faire avancer, de propager l'information. Pour Hayek, seul le marché permet cela. Pour Von Mises dans L'action humaine (1949), chacun est à la fois un moyen et un but, et l'Etat ne doit surtout pas intervenir dans le marché et dans les actions des citoyens, mais doit seulement permettre cette situation : « *chacun [...] est servi par ses concitoyens* » et « *l'économie de marché est un processus concurrentiel de découverte de l'information par l'entrepreneur* ». Le marché permettrait une répartition efficace des richesses. Les revenus sont des prix du travail et du capital. Ces prix, si la concurrence fonctionne, représentent l'apport du capital et du travail à la production. Les acteurs de l'économie sont donc rémunérés à hauteur de leur participation dans le processus productif. La répartition est donc juste et efficace. Selon Pascal Salin en 2008, la concurrence prévaut sur un marché dans la mesure où tous les producteurs sont libres de proposer leurs produits et où, par ailleurs, tous les consommateurs sont libres de les acheter (ou de les refuser). Accepter la concurrence, c'est donc accepter la liberté d'agir ; limiter la concurrence, c'est limiter la liberté. C'est la raison pour laquelle, il estime que « *la concurrence est toujours bonne* », elle consiste pour chacun à exercer sa liberté dans le respect de la liberté d'autrui.

Le libéralisme s'affirme à partir du XVIII^e, il a alors trois dimensions :

- « Libéralisme philosophique » : mode de pensée qui accorde une place centrale à l'individu. C'est un sujet autonome, doté de droits naturels, i.e. propres à l'individu, indépendants d'un contexte social et politique.
- « Libéralisme économique » : pour Allais dans L'impôt sur le capital et la réforme monétaire en 1977 « *l'expérience historique n'a cessé de montrer que l'efficacité économique implique une organisation fondée sur la décentralisation des décisions, sur une économie de marché concurrentielle et pour une large part sur la propriété privée* ».

➤ « Libéralisme politique » : principe d'organisation politique limitée de l'Etat respectant l'individu, ses droits, et le principe de séparation des pouvoirs. Se pose alors la question d'un lien entre libéralisme politique et libéralisme économique. Selon Allais, il existe bien un lien : le libéralisme économique est la condition du libéralisme politique. Le libéralisme politique doit donc découler du libéralisme économique.

II- La complexité du phénomène marchand

A) Le marché, un phénomène naturel ?

L'analyse de Braudel se fonde sur une perspective historique, à savoir, les économies du XV^e et XVIII^e. Il cherche à caractériser la dynamique de ces économies à travers Civilisation matérielle, économie et Capitalisme en 1979. Braudel présente l'économie à partir de trois niveaux, dits *étages* :

- Etage inférieur : étage de la production immédiate, importance de l'autoconsommation. L'essentiel de ce qui est produit est consommé directement par ceux qui l'ont produit. Le recours au marché est limité.
- Etage intermédiaire : l'importance du marché et de l'échange est plus forte. Cet étage se trouve le plus dans les villes, car on ne peut y produire sa nourriture : « *l'économie de marché est la base nécessaire, spontanée [...] de toute société qui dépasse un certain volume* ». La logique de marché émerge de manière automatique et naturelle, à partir du moment où il y a un certain volume d'activité. Pour Braudel, quand, dans une zone, les prix fluctuent, et fluctuent à l'unisson, alors il y a une logique de marché, car la logique marchande transcende les individus et les différentes règles existent entre deux juridictions de cette zone.
- Etage supérieur est celui du capitalisme. Ce dernier se développe dans les « *failles du marché* ». Cela signifie que le capitalisme suppose le marché, mais aussi que le marché n'est pas généralisé. Il utilise l'exemple du commerce lointain pour nourrir sa réflexion.

Braudel fait alors deux conclusions en soutenant que le marché apparaît spontanément, lié au dynamisme naturel de l'économie, et que le capitalisme se distingue logiquement du principe marchand ordinaire. Il convient de rappeler que ces étages ne sont pas des phases successives.

Polanyi distingue trois types d'échange et met l'accent sur le fait que l'échange n'est pas uniquement marchand, ce qui est un moyen de nuancer la pensée de Smith. Tout d'abord la réciprocité incarnée par le don. Ensuite la redistribution est permise par un système de hiérarchisation. Et enfin, l'échange marchand. Il ne s'agit pas non plus de formes successives mais de composantes présentes simultanément, dans des proportions différentes selon les sociétés. En définitive, l'idée de Braudel est que l'échange marchand est une dimension naturelle de l'évolution des sociétés. La dynamique de la production conduit à l'émergence de

l'échange marchand. Pour Polanyi, l'échange marchand n'est qu'un type d'échange parmi d'autres. Les autres modalités de l'échange entre individus supposent des règles, des facteurs, des principes sociaux. La question que se pose Polanyi est de réfléchir à l'institutionnalisation des marchés.

B) L'institutionnalisation du marché

On se pose ici la question des conditions d'apparition du marché. Une des thèses importantes de *La Grande Transformation* publiée par Polanyi en 1914, est qu'il faut distinguer le marché et la mise en place d'un système de marché. Dans la plupart des sociétés traditionnelles, les relations d'échange sont influencées, voire contrôlées par des facteurs de sociaux : c'est l'*encastrement* » (*embedness*). Des règles sociales contrôlent les modalités de l'échange. L'émergence de l'économie de marché suppose un « *désencastrement* » de l'économie par rapport au social et au politique. Celui-ci est effectif quand il existe un marché du travail, de la terre et de la monnaie. On peut alors parler d'une économie de marché, conçue comme un « *système de marchés autorégulé* » qui se développe comme une *société de marché*. La « *Grande Transformation* » correspond à un processus de resocialisation de l'économie (*le système autorégulé de marché ne peut fonctionner de manière stable et donc n'est pas tenable à terme*). L'économie de marché est alors remise en cause. La date clé de l'achèvement du processus de désencastrement est *1834 : le Speenhamland Act* est abrogé, supprimé. Le travail est alors effectivement transformé en une marchandise.

Beaucoup d'économistes ont critiqué les thèses de Polanyi. Tout d'abord, la pertinence historique de son analyse est discutée, marché existe bien avant le XIX^e et la Révolution Industrielle. Mais cette critique n'est pas valide, car Polanyi étudie l'économie de marché et non le marché : il est d'accord sur l'existence ancienne du marché, mais dit que l'économie de marché, i.e. un système de marchés généralisé et autorégulé apparaît au XIX^e. Ensuite, Polanyi assimile trop strictement marché et concurrence : il considère que la forme dominante du marché est un marché concurrentiel. Il sous-estime ainsi les monopoles et les marchés moins concurrentiels. Enfin, des économistes comme North affirment que le développement du marché n'est pas dû au désencastrement, mais renvoie à la question des institutions et des droits de propriété. North dit qu'il y a des individus qui veulent échanger et qu'à un moment ils vont mettre en place des formes d'échange adaptées aux problèmes qu'ils rencontrent. Dès lors, on arrive à trois conclusions. Le marché est présent très tôt dans l'histoire de l'humanité. On observe une diversité historique des formes de marché : le marché prend des formes très diversifiées. Il existe des liens étroits (*complémentarité, facilitation, contrôle*) entre marché et environnement social et politique.

C) Les interrogations sur l'efficacité marchande

L'analyse néoclassique des marchés (*stylisation de l'économie*) repose sur des hypothèses très précises sur le comportement du consommateur, sur la concurrence. Ces hypothèses sont normatives : elles disent ce qui devrait être et ne décrivent pas

ce qui est. Il existe trois domaines pour lesquels le marché ne peut pas déboucher sur une allocation satisfaisante des ressources :

- ⇒ Cas des biens collectifs (cf. **Smith**) : le marché ne permet pas leur production, car ils ne sont pas rentables pour un agent isolé (*comportement de free rider* : les biens collectifs répondent au principe de non-exclusivité, on ne peut pas empêcher un individu d'utiliser le bien une fois produit, d'où l'apparition de comportements de passagers clandestins). Ainsi, l'Etat intervient et oblige les individus à participer au financement de ces biens à travers les prélèvements obligatoires.
- ⇒ Cas des externalités : le marché ne débouche pas sur un traitement des externalités (en particulier s'il s'agit d'externalités négatives). L'externalité est une modification de la fonction d'utilité ou de la fonction de production d'un ou de plusieurs acteurs, consécutive à l'action d'un autre cœur : quelqu'un prend une décision et elle aura des conséquences sur d'autres acteurs. Or l'agent, dans son choix et ses décisions, ne prend pas en compte ces externalités, il décide en fonction de ses critères de maximisation de son utilité.
- ⇒ Cas des rendements croissants : une production nécessite des coûts fixes très importants. De telle sorte que toute production supplémentaire coûte moins cher que l'unité précédente. Le coût marginal est décroissant $C_{m_{u+1}} < C_{m_u}$. Les secteurs de production connaissant des rendements croissants peuvent déboucher sur des rentes de monopole qui demandent un contrôle collectif : si un concurrent veut s'installer, ses coûts seront plus importants au début, il n'est donc pas compétitif et ne peut rivaliser. Le producteur qui est déjà sur le marché se trouve donc de fait dans une situation de **monopole naturel (ou oligopole)**. Les rendements croissants sont une barrière à l'entrée. Il faut donc faire en sorte que l'entreprise en situation de monopole n'en profite pas pour abuser du consommateur. On aura alors souvent affaire à des monopoles de service public. C'est la thèse exprimée dans Services Publics : monopole ou concurrence ? en 1999 par **Marcel Boiteux**.

L'économie de marché n'est pas naturellement stable, il y a deux problèmes majeurs. Tout d'abord, la prise en compte du futur par le marché (*myopie du marché*) : dans le cadre de la logique marchande, il y a détermination d'un prix par confrontation de l'offre et de la demande. Le prix est un indicateur : il donne une indication de coût présent, actuel, mais il n'intègre pas une perspective temporelle. On peut parler d'une *myopie du marché*, le marché aura tendance à surévaluer le présent, et réciproquement à sous-évaluer l'avenir. Par exemple, certaines dépenses, certains engagements qui se révéleraient porteurs de conséquences positives à terme ne seront pas engagés, car on aura tendance à surestimer leurs coûts et à sous-estimer leur rentabilité. Au contraire des activités immédiatement rentables, mais provoquant des conséquences négatives seront entreprises. On retrouve cela dans la thématique de l'environnement, de la finance (*rentabilité immédiate plutôt que rentabilité sur le long terme*). Ensuite, il y a une instabilité conjoncturelle des marchés (*question des cycles et des crises*) : un système de marché sans crise, sans fluctuation n'existe pas. Les crises sont un moyen de révéler l'information (*une crise indique qu'il y*

a un décalage trop important entre l'offre et la demande). C'est donc un signal qui amène les agents à modifier leur comportement. De plus, la crise est le résultat de déséquilibres, et c'est un moyen de les compenser, de les résoudre. La crise apparaît ici comme une purge permettant de retrouver un équilibre.

III- Capitalisme et Capitalismes

A) Marché et capitalisme

Une première thèse dit qu'il existe une logique commune entre le marché et le capitalisme, voire même entre l'économie de marché et le capitalisme. On peut pratiquement utiliser un terme pour l'autre. La définition de Jessua peut parfaitement s'appliquer à l'économie de marché. L'élément essentiel du capitalisme est le capital. Le capital est un type de bien particulier servant à produire, il n'a pas d'utilité immédiate. Il sert à produire d'autres biens. C'est en outre objet d'appropriation privée. Le capital a un propriétaire qui est un acteur privé. Dans le système capitaliste, certains acteurs ont un rôle, une place particulière : ils sont détenteurs des moyens de production. Il y a un lien fort entre capital et propriété privée. On entend aussi par capital l'accumulation du capital. Ce concept correspond à une partie de ce qui est produit et servira à accroître les moyens de production disponibles. C'est le schéma de reproduction élargie : à la fin de la période, on peut produire plus que ce que l'on a produit, car, justement, une partie de ce qui a été produit sera ajoutée au capital existant. On échange et on produit pour être capable d'échanger et de produire plus. C'est l'accumulation du capital (*processus technique*). De plus, ceux qui détiennent le capital auront la possibilité d'accumuler encore plus, et de détenir encore plus (*enjeu, processus social*). Le capitalisme est nécessairement lié au marché : il ne peut y avoir capitalisme sans marché. Le capitalisme ne se construit pas. La dynamique du capitalisme suppose une dynamique d'expansion du marché. Néanmoins, le capitalisme ne se réduit pas au marché : il y a dans le capitalisme plus que simplement le marché.

B) Comment définir le capitalisme ?

Aglietta analyse la situation actuelle comme le passage d'un capitalisme fordiste à un capitalisme de type patrimonial, fondé sur l'actionnariat salarié et la *corporate governance*, les fonds de pension... En somme, si le capitalisme est voué à mourir, c'est pour mieux renaître de ses cendres, sous d'autres formes.

Marx ne parle pas de capitalisme, mais de mode de production capitaliste. L'ouvrage qui synthétisera ses idées est *Das Kapital* en 1864, critique de l'économie politique. Marx critique l'idée classique selon laquelle ce qui est vrai à un moment est vrai à tout moment. Pour Marx, l'histoire est une succession de différents systèmes économiques, de différents modes de production : un mode de production pour Marx est un système où s'articulent les techniques de production et les rapports sociaux. Le rapport techniques de production-rapports sociaux détermine donc un mode de production. Le capitalisme n'est donc qu'un mode de production parmi

d'autres. Le capitalisme se construit dans l'histoire en bouleversant les modes de production antérieurs, en particulier le mode de production féodal : « *la bourgeoisie est révolutionnaire* ». Le capitalisme se caractérise par un type de relations particulier, qui se définit autour de l'activité productive. Pour Marx, la valeur d'un bien est liée à la quantité de travail nécessaire pour créer ce bien. Il définit la valeur travail comme la quantité de travail directe et indirecte, simple et complexe, socialement nécessaire pour produire un bien. Ensuite, la notion de force de travail qui correspond à un ensemble des capacités physiques et individuelles que l'individu met en œuvre dans son travail. La force de travail est une marchandise que l'ouvrier vend/loue auprès des propriétaires des moyens de production. Il y a donc deux sortes d'individus, liés et dépendants l'un de l'autre : ceux qui possèdent les moyens de production ont besoin d'acquiescer de la force de travail, ceux qui ne possèdent que leur force de travail doivent la proposer aux capitalistes. Apparaît ensuite la plus-value. La force de travail est une marchandise, et comme toute marchandise, elle a une valeur (égale à la valeur des biens nécessaires à l'entretien et à la reproduction de la force de travail). Or, la valeur créée par la force de travail est supérieure à la valeur de la force de travail : c'est la plus-value. Enfin, on voit apparaître la dynamique d'accumulation du capital. Cette plus-value va donner lieu à une accumulation du capital. Ce n'est pas un choix selon Marx, c'est une obligation, nécessité systémique, car si on n'accumule pas, les techniques et les capacités de production n'évoluent pas, et l'entreprise se retrouverait en situation de handicap dans une économie concurrentielle. Il existe, dans la société capitaliste, un lien entre les structures économiques et les structures sociales : les structures sociales (*superstructures*) sont déterminées par les structures économiques (*infrastructures*), leur forme dépend des structures économiques.

Schumpeter étudie plus le dynamisme du capitalisme que sa nature. Il insiste sur le rôle fondamental de l'innovation dans la dynamique capitaliste : le capitalisme est caractérisé par un processus d'évolution. Il est toujours en mutation, grâce à la dynamique de l'innovation. Dans l'innovation capitaliste, l'entrepreneur joue un rôle clé. De plus, cette dynamique d'évolution se construit autour du principe de destruction créatrice : l'innovation n'est pas de pure accumulation, c'est quelque chose qui rompt des équilibres, en remettant en cause ce qui existe et en générant de nouvelles activités.

Les cinq types d'innovation selon Schumpeter

- 1- Fabrication d'un bien nouveau, c'est-à-dire encore non familier au cercle des consommateurs ou d'une qualité nouvelle d'un bien.
- 2- Introduction d'une méthode de production nouvelle, c'est-à-dire pratiquement inconnue de la branche intéressée de l'industrie; il n'est nullement nécessaire qu'elle repose sur une découverte scientifiquement nouvelle et elle peut aussi résider dans de nouveaux procédés commerciaux pour une marchandise.
- 3- Ouverture d'un débouché nouveau, c'est-à-dire d'un marché où jusqu'à présent la branche intéressée de l'industrie du pays intéressé n'a pas encore été introduite, que ce marché ait existé avant ou non.
- 4- Conquête d'une source nouvelle de matières premières ou de produits semi-ouvrés; à nouveau, peu importe qu'il faille créer cette source ou qu'elle ait

existé antérieurement, qu'on ne l'ait pas prise en considération ou qu'elle ait été tenue pour inaccessible.

5- Réalisation d'une nouvelle organisation, comme la création d'une situation de monopole (par exemple la *trustification*) ou l'apparition brusque d'un monopole.

Schumpeter s'inquiète d'une perte de capacité d'innovation du capitalisme, de la possible systématisation, banalisation de l'innovation. Dans un tel cas, le capitalisme se fragiliserait, et le socialisme serait alors plus efficace, aux yeux de Schumpeter (*démenti par les faits plus tard*).

Weber construit sa thèse dans *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme* en 1906 et étudie le lien entre la pensée religieuse et l'activité économique. Son analyse s'articule avec les catégories de l'action :

- L'action traditionnelle : elle correspond au type d'actions quasi réflexes, mécaniques qui sont le produit de l'habitude, et où le sens et les motifs constitutifs de l'action ont, pour ainsi dire, disparu par répétition. L'action traditionnelle renvoie au « *poids de l'éternel hier* », ce qu'on fait parce qu'il en a toujours été ainsi. C'est le type d'action le plus courant.
- L'action affective : elle se fait sous le coup d'une émotion, d'une pulsion (*exemple : une gifle donnée sous le coup de la colère*)
- L'action rationnelle en valeur : les valeurs font que j'agis ainsi ; l'acheteur cherche à accomplir une valeur (*exemple : le capitaine coule avec le bateau*)
- L'action rationnelle en finalité : elle correspond au type d'actions où l'acteur détermine rationnellement à la fois les moyens et les but de son action les plus adaptés pour réussir

Ainsi, pour Weber, le capitalisme est un système économique où dominant les actions rationnelles en finalité. Dans le capitalisme, il y a certes le profit, mais pas la recherche du profit à tout prix : il y a la mise en œuvre de moyens efficaces pour l'obtenir et donc la présence d'actions rationnelles en finalité.

« *L'esprit du capitalisme* » signifie que le capitalisme est avant tout un mode d'action sociale, et les comportements des acteurs sont spécifiques au capitalisme. On peut identifier quatre composantes de l'esprit du capitalisme. Tout d'abord, le profit ressort de l'échange. Le profit dégagé par l'emploi de la force ne peut être associé à l'esprit du capitalisme, l'échange est fondamental. Ensuite, l'action est analysée par un calcul en termes monétaires, par une estimation de ce que j'ai au départ, de ce que je pense gagner, de ce que je gagne finalement. Le profit est exprimé en termes monétaires, le capitalisme nécessite donc la comptabilité. Ensuite, il faut l'utilisation rationnelle du travail salarié et enfin, la séparation du ménage et de l'entreprise. On peut donc identifier un type idéal de capitalisme caractéristique de l'Europe autour de ces quatre éléments.

Weber identifie un comportement spécifique (*l'ascétisme protestant*), favorable au développement du capitalisme. Avec l'ascétisme protestant, la richesse et l'enrichissement sont valorisés (*c'est la volonté de Dieu*). De plus, *cet ascétisme remet*

en cause la consommation, la vie de luxe, l'épargne est valorisée. L'ascétisme réprimande la richesse pour elle-même, mais bénit la richesse comme "*fruit du travail professionnel*". Puisque l'individu s'enrichit par son ardeur au travail, mais qu'il modère ses dépenses, une épargne se crée mathématiquement. Cette épargne est ainsi propice à l'investissement, qui est encouragé par l'ascétisme protestant. Cet ascétisme justifie en outre le comportement du bourgeois à veiller à ses intérêts financiers, favorise d'avoir une main-d'œuvre sobre et consciencieuse, et assoie sans contestation l'inégale répartition des biens. Dans le catholicisme, ce sont les actes de l'individu qui dictent s'il accède au Paradis. Chez les Calvinistes, la richesse est un signe d'élection divine, alors il faut que l'individu fasse tout ce qu'il peut pour devenir riche : épargner, accumuler, investir... Il y a donc rapprochement du protestantisme et du capitalisme. Even-Granboulan estime que « *le catholicisme a longtemps été hostile au capitalisme et malgré une certaine atténuation de cette condamnation, cette réticence n'a pas été totalement levée* ».

Selon Baechler, le capitalisme est défini comme un système qui ne rencontre aucun obstacle dans l'accumulation du capital. La particularité du capitalisme n'est donc pas le fait de chercher le profit, d'accumuler du capital, mais l'absence de freins culturels, sociaux, économiques qui limiteraient cette accumulation. Le capitalisme serait un processus politique et social : il est le résultat d'évolutions politiques et sociales de longue durée. Il apparaît donc en Europe occidentale, à la fin du Moyen-âge, après plusieurs évolutions : libération de la société civile face à l'Etat, modification du système des valeurs (*les valeurs religieuses et militaires s'affaiblissent face aux valeurs commerçantes et industrielles*) et rôle central du bourgeois. Le capitalisme ne renvoie donc pas strictement à l'économie, mais aussi à des dimensions sociales, politiques, culturelles... C'est un phénomène pluriel, et il semble inconcevable de pouvoir définir le capitalisme sans l'Etat.

C) Unité ou diversité du capitalisme ?

« Parler d'un capitalisme pur n'a pas de sens, car il n'existe pas de capitalisme pur » selon Giraud dans *L'inégalité du monde*.

On peut établir une première typologie fondée sur le type d'activité dominante :

- Capitalisme marchand (*ou commercial*) : le profit provient fondamentalement de l'échange. Le but est d'exploiter les différences de prix et de créer un profit grâce à cela. J'achète là où c'est le moins cher, je vends là où c'est le plus cher.
- Capitalisme bancaire (*ou financier*) : le profit est lié aux activités financières, à des opérations (*de prêt, de change*)
- Capitalisme industriel : le profit naît de la production (*logique de Marx*) ; le fait de produire génère un profit

Ces trois formes de capitalisme apparaissent dans cet ordre. Toutefois, le capitalisme n'est pas l'un ou l'autre : tout capitalisme est une combinaison.

On peut ensuite établir une deuxième typologie du capitalisme fondée sur les acteurs :

- **Capitalisme des entrepreneurs** : l'acteur essentiel est celui qui crée, qui impulse, qui ait apparaître (*cf. innovation, entrepreneur, Schumpeter*), par exemple ceux qui vont porter la Révolution Industrielle
- **Capitalisme des managers** : le manager est celui pour lequel le souci est la gestion optimale. Il essaie de gérer le plus efficacement : il résout les problèmes à l'aide de moyens scientifiques, techniques, financiers... Ce capitalisme correspond à un capitalisme de grandes entreprises où les compétences nécessaires pour gérer ces entreprises pourront être formalisées. Il s'affirme au début du XX^e.
- **Capitalisme patrimonial** : l'acteur clé est l'actionnaire, celui qui détient le capital, et qui peut donc exercer un contrôle sur la gestion. Les 1980s-1990s peuvent être caractérisées par l'importance et le pouvoir des actionnaires. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a plus de managers ...

Historiquement, on aurait eu au départ un capitalisme peu réglementé, avec une intervention étatique minimale. Et progressivement, l'Etat aurait imposé des règles aux acteurs capitalistes, aux agents pour arriver à un capitalisme plus administré. Certains ont proposé un capitalisme mixte, où Etat et acteurs cohabiteraient. Cette vision a été remise en cause et largement atténuée par la vague libérale des 1980s. Dans *Le nouvel esprit du capitalisme* en 1999, Boltanski et Chiapello, le système est fondamentalement un système lié à l'accumulation du capital. Se pose alors la question du sens de ce système : c'est un système insensé. Il faut que les acteurs participant au système trouvent des éléments justifiant leur engagement dans le système. **Le capitalisme a besoin d'une justification pour se pérenniser : l'« esprit du capitalisme »**. La justification renvoie à l'enthousiasme, la sécurité et la justice. **Le capitalisme, puisqu'il n'a pas de sens immédiat, fait face à une double-critique, d'une part la critique « artiste » : le système ne permet pas l'enthousiasme des agents. D'autre part, la critique « sociale » : le système n'assure pas la sécurité et la justice ; le capitalisme perd alors doublement du sens. N'ayant pas de sens en lui-même, le capitalisme est en permanence critiqué et doit se justifier. La justification dominante dans le capitalisme a historiquement évolué : on a eu une succession d'esprit du capitalisme, trois selon Chiapello et Boltanski :**

- Le premier esprit est centré sur le bourgeois entrepreneur : le capitalisme peut être identifié à des personnes qui inventent, qui font émerger, qui créent ... On est au défrichage de la logique capitaliste.
- Le deuxième esprit est lié à l'organisation et au rôle du directeur : ces cadres ne bénéficient pas directement de l'accumulation du capital, ils ne sont pas propriétaires, mais jouent un rôle essentiel, car ils jouent le rôle de relai, d'intermédiaire, ils sont porteurs d'un message.
- Le nouvel esprit vise à répondre à ces problèmes d'enthousiasme, et est axé sur les réseaux et les projets. Le nouvel esprit a du mal avec la sécurité et la justice (*précarisation, chômage, perte de repères dans la rémunération qui ne se fait plus en fonction des seules qualifications*).

Le capitalisme est un système fragile, car il est en permanence sujet à la critique, mais un système fort, car il a historiquement été capable de dépasser la critique et d'évoluer pour se pérenniser.

La thèse de Michel Albert (*Capitalisme contre capitalisme*, 1991) est qu'on peut distinguer et opposer deux grands types de capitalismes, qui s'inscrivent dans une réalité des nations : le capitalisme anglo-saxon et le capitalisme rhénan. Le capitalisme anglo-saxon se décline sous plusieurs formes : le domaine d'intervention du marché est plus important, la concurrence est plus marquée, les activités et les logiques financières ont une place bien plus développées et la place de l'Etat est plus limitée. Le capitalisme rhénan se caractérise par un rôle important des cartels, négociations entre employés et employeurs, entreprises relativement indépendantes des marchés financiers. Selon Albert, le modèle rhénan est plus performant que le modèle anglo-saxon. Il est possible de les hiérarchiser. Le capitalisme anglo-saxon souffre de son importance accordée aux activités financières, ce qui fait que la logique de rentabilité à court terme domine dans la modalité de gestion des entreprises. A l'inverse le capitalisme allemand, japonais, sont des capitalismes où la pression de court terme est plus limitée, ce qui permet des décisions à longs termes, permettant à leur tour une efficacité accrue.

Albert aurait trop tranché l'opposition des deux capitalismes : ce qu'il décrit sous la forme du modèle anglo-saxon, c'est surtout le modèle des grandes entreprises cotées en bourse, celles de l'indice Dow Jones, mais qui ne représentent qu'une partie du capitalisme anglo-saxon, qu'une partie de l'appareil productif américain. La prise de position sur la plus grande efficacité du modèle rhénan est remise en cause. Dans les 1990s (appelées « *roaring nineties* » selon **Stiglitz**), les USA connaissent un net regain de croissance, une émergence de nouvelles entreprises. Alors même que le modèle rhénan peine : réunification allemande (*et ses conséquences sur son économie*), et période durant laquelle le Japon s'enfonce dans la déflation.

Les théories de la régulation se construisent dans les 1970s dont les principales figures sont incarnées par Aglietta et Boyer. Il énonce que la logique capitaliste n'existe pas dans l'absolu, mais dans un contexte historique, géographique et social particulier. On distingue cinq formes institutionnelles qui permettent de caractériser les différents systèmes. Le rapport salarial est l'ensemble des modalités qui régissent le monde du travail (*tout ce qui concerne le droit du travail, le contrat de travail, la formation des salaires*). Le rapport salarial dans le cadre du fordisme est une certaine politique salariale (*politique de hauts salaires*). Ensuite, le régime monétaire (*conditions de création et de circulation de la monnaie, de financement de l'économie*), les formes de la concurrence (*rapport plus ou moins concurrentiel entre les acteurs*), la forme et le rôle de l'Etat, puis l'insertion dans le système international (*politiques commerciales, type de système monétaire international dans lequel est insérée dans l'économie*).

Dès les années 70, Serge Latouche met en avant l'idée d'un « marché devenu planétaire » sous l'emprise d'une « mégamachine » liée à la technostructure (*Les Dangers du marché planétaire*, 1998). Dans les années 80-90, de nombreuses études

comparatives montrent que les sociétés capitalistes les plus avancées continuent à présenter des divergences notables. Citons, outre le célèbre ouvrage de **Michel Albert**, les travaux des courants régulationnistes ou institutionnalistes. Ils mettent l'accent sur le poids des institutions, des trajectoires nationales ou des phénomènes d'hybridation. La convergence est alors considérée comme peu probable, chaque système productif se renouvelant en permanence en adaptant des innovations venues de l'extérieur au contexte économique mais aussi social et culturel du pays. Dans *L'Economie mondialisée* (1993), consacrée au « *capitalisme du XXIe siècle* », l'ex-secrétaire d'Etat au travail, **Robert Reich**, considère que l'extension de la sphère marchande à l'échelle de la planète remet en question le concept d'économie nationale et rend obsolètes les particularismes nationaux du capitalisme.

De son côté, **Michel Albert** suggérait lui-même récemment l'idée d'une convergence entre le capitalisme anglo-saxon et le capitalisme rhénan (pour mieux réfuter l'idée d'une substitution du premier sur le second). Entre autres constats, l'Américaine **Suzan Strange** souligne les difficultés croissantes des États à gérer de manière autonome leur économie, le poids de la réglementation internationale, la dénationalisation des firmes, les fusions-acquisitions... Elle met également en avant les effets de la position hégémonique des Etats-Unis, notamment en matière réglementaire (normes de pollution automobile, règles de comptabilité...) dans ce processus d'homogénéisation. *«Comme la société devient multinationale dans son comportement, sinon dans son apparence, explique-t-elle, les capitalismes ne peuvent que converger, plutôt que diverger.»*